

... Et alors ?

Author : maxime

Date : 27 mars 2013

Bonne année, donc : après moult mois de négociation, dans le plaisir de se retrouver unis autour d'une table familiale, les Belges peuvent de nouveau concélébrer leur amitié retrouvée. Les Belges... tous les Belges ? Non, un ultime carré d'irréductibles ne pourra profiter de la dinde de l'union sans arrière pensée.

C'est que la paix fédérale a un prix et ceux qui le paient risquent de trouver le plat saumâtre. J'ai pensé à plusieurs personnes que je connais – à vous de retrouver des proches qui s'inscrivent peu ou prou dans les situations évoquées ci-dessous.

Une veuve tout d'abord, dont le mari est mort au travail, d'épuisement, vraisemblablement à cause du travail (il travaillait en trois huit). Elle reçoit une pension de survie de 700€, soit environ un tiers de ses revenus actuels, en comptant les allocations familiales majorées. Cette pension sera transformée en allocations de chômage, d'attente en l'occurrence puisqu'elle n'a jamais assez travaillé pour prétendre aux allocations de chômage. Seule avec deux enfants à charge, gageons qu'elle ne trouvera pas le temps d'accumuler l'année et demie de travail équivalent temps plein. Les allocations d'attente seront à leur tour suspendues à terme puisque, en trois ans, elle ne pourra pas non plus travailler les 156 jours d'équivalent temps plein pour les maintenir.

Bref, à terme, elle perd cette pension, soit un tiers de ses revenus. La paix communautaire n'a pas de prix pour elle.

Autre exemple, un chef de famille (un seul enfant à charge) de plus de cinquante ans (mais il n'a pas franchi la limite de l'âge vénérable à temps) au chômage. Il conservera ses allocations mais diminuées, en l'occurrence de 145€. Pour le prix, il sera soumis à un contrôle administratif tatillon et procédurier. L'unité nationale est donc un bien fort précieux pour lui.

De même, un isolé au chômage va perdre 191€ pour payer la crise. Ou encore, un jeune au chômage, au terme de son stage d'attente, risque fort de ne rien percevoir non plus.

Tous ces braves gens vont devoir soit se tourner vers le CPAS – que l'accord gouvernemental prétend ne pas surcharger ; soit vers le travail au noir ; soit vers la misère la plus noire (vivre avec 898€) ; soit mettre fin à leurs jours...

Ceci nous amène à l'origine de la crise. Au temps jadis, les États battaient monnaie. Ils se finançaient donc eux-mêmes et, pour peu que cet argent soit consacré à de l'activité productive, il servait à créer de la valeur et ne générait donc que peu ou pas d'inflation. Seules les guerres, pourvoyeuses de dépenses ruineuses, parvenaient à faire flamber la monnaie. Or, depuis le milieu des années septante, les États sont tenus de se financer par le privé. Ils

s'endettent auprès du marché qui les grève de taux d'intérêt. 1%, 2, 5, 7%, ces petits suppléments constituent, au bout de quelques années, l'essentiel de ce qu'il faut rembourser. Un euro emprunté en 1973 à 5% devrait être remboursé 10,40€ aujourd'hui, celui de 1830 coûterait 7185€, et, si Jésus avait eu l'idée saugrenue d'emprunter 1€ aux marchés, il aurait une dette aujourd'hui de $4,29407602 \times 10^{22}$ € (soit environ 17 mille milliards de fois la masse de la terre en or).

La France a, depuis 1973, payé 1500 milliards d'Euros en intérêt aux banques et sa dette, de 200 milliards d'Euros à l'époque, a été multipliée par huit, à 1600 milliards. Dans cette somme interviennent également les aides somptueuses accordées aux banques sans contrepartie il y a un, deux et trois ans. C'est dire que, sans les banques, il n'y aurait virtuellement pas de dette française. Ni belge, ni américaine, ni grecque.

L'état des finances publiques n'est pas dû à la gabegie d'un État, il vient de la rapacité de banques. En outre, un État qui imprimerait de la monnaie pour financer une activité productrice de valeur – mais il suffirait de payer des gens pour acheter ce dont ils ont besoin – ne créerait pas d'inflation : il produirait une masse monétaire équivalente à de la valeur produite par le travail. Bref, l'état des finances publiques est un faux problème. Le vrai problème, c'est comment est produit l'argent et, surtout, pour qui et pourquoi.

Ce sont les banques qui prêtent un argent qu'elles n'ont pas : elles créditent le compte de l'emprunteur d'une somme, le prêt, c'est, pour la banque, un passif. Elles notent qu'elles ont une créance sur l'emprunteur, c'est, pour la banque, un actif. Opération de papier, opération comptable. Ces prêts sont liés à des taux d'intérêt. Les banques se font donc rembourser un principal – qui n'existe que virtuellement et disparaît donc, en termes comptables, une fois remboursés et d'une somme d'intérêts cumulés qui, elle, ne correspond à aucune création de richesse et risque donc, si les banquiers dépensaient leur argent, de provoquer une inflation monstrueuse.

La crise de la crédibilité de l'État renvoie à la crise de la valeur et de ce qui la fonde : le travail. Ce qui nous permet de revenir à nos moutons bien tondus. Dans le plan gouvernemental, sous le prétexte de la paix communautaire, les différentes strates de la société sont mises à contribution en raison inverse de leurs revenus. Les femmes – qui constituent la majeure partie des « chômeuses cohabitantes non prioritaires » privées du droit aux allocations par le plan gouvernemental, entendez des chômeuses (et des chômeurs) dont le conjoint (la compagne) gagne de l'argent. De même les veuves (les veufs) qui perçoivent une pension de survie sont aussi essentiellement des femmes. Les retraités paient aussi leur part : ils partiront plus tard à la retraite et seront moins payés. Les jeunes connaîtront plus longtemps la précarité et, dans un monde en pleine crise économique, ils seront laissés sans ressource. Les chômeurs seront harcelés, précarisés et paupérisés.

Tous ces braves gens – nous – allons nous battre pour trouver de l'argent, pour travailler, quelles qu'en soient les conditions. La mise en concurrence des travailleurs va modérer nos prétentions salariales et diminuer notre pouvoir d'achat. En soi, la décroissance n'est pas une mauvaise chose mais la formule proposée ici provoque au moins deux drames insurmontables : d'une part nous, travailleurs et chômeurs sommes harcelés, nous vivons dans l'angoisse. Les

dépressions, les surmenages vont se multiplier. D'autre part, la solvabilité de l'État diminue à mesure que les revenus globaux se tassent : il y a moins d'argent qui rentre en caisse via les impôts directs et indirects puisque les gens gagnent moins d'argent (et en dépensent moins). La baisse de solvabilité de l'État augmente les taux d'intérêts, ce qui augmente le service de la dette – l'argent donné aux banques prêteuses. Un peu comme si vous empruntiez pour acheter une maison, vous en vendez des parties pour payer votre crédit, ce qui augmente le taux d'intérêts et donc vos mensualités ... cette aventure peut ne rapporter que à votre banquier, et à votre ulcère. Quant aux revenus de l'emprunteur, l'État donc, ils sont progressivement dévolus au service exclusif de la dette. C'est-à-dire que les impôts, les taxes, la TVA ne servent plus à financer des services publics, ils sont consacrés exclusivement à rembourser des banquiers – à payer les intérêts aux banquiers.

L'État sert alors d'intermédiaire pour taxer les pauvres au bénéfice des riches.

Paupériser les pauvres, exclure les femmes seules, pénaliser les acteurs les plus fragiles de l'économie n'aide en rien à assainir des finances publiques : ces dépenses ne représentent qu'une goutte d'eau et elles sont consacrées à l'achat de bien de production, ce qui soutient l'économie. Derrière l'accord, il y a une vision de la vie qui se profile : l'argent lié à un travail, un travail harcelant et psychologiquement insoutenable, une vie sans partage des richesses, une vieillesse sans repos, une enfance sans encadrement ... Un État sans société.

Se pose alors, sur les décombres du social, la question du sens de la vie, celle de l'utilité, celle de la productivité, celle des besoins et celle du travail. Toujours plus laborieuse, plus affamée finalement, une existence d'indigence et d'angoisses ne serait-elle pas une insulte à la richesse que nous – nous, travailleurs, producteurs-trices immatériel-le-s, voisin-e-s, ami-e-s, gens – produisons. Le fossé toujours plus grand entre nos besoins et le néant de l'esclavagisme névrotique ne nous amène-t-il pas à trouver d'autres solutions à nos problèmes de survie de tous les jours ? Le grand enjeu de ce début de siècle, c'est comment sortir du marasme, de la misère et de la culpabilité. N'hésitez pas à envoyer vos suggestions au journal qui fera suivre...

Walden